

**Reprise d'entreprise :****Un Droit de préemption  
pour les salariés**

Salariés et élus au cœur de la démocratie participative

Un projet de proposition de loi élaboré sous démocratie participative à l'initiative d'Ap2E - Agir pour une Economie Equitable, soutenu par le Conseil National des Scop, le Front de Gauche, et l'engagement public du candidat François Hollande

Contact : Jean Pierre Caldier Sylvie Mayer 06 85 71 79 40 - ap2e@orange.fr

**Un projet de loi pour ?**

Répondre aux besoins des territoires pour maintenir l'emploi  
Permettre aux salariés de décider de leur avenir professionnel à chaque cession d'entreprise. Pour la France, les cessions d'entreprises sont estimées à 60.000 par an.

Permettre d'affecter une partie de l'Epargne salariale à la reprise d'entreprise par les salariés. Selon les années c'est de 10 à 14 milliards d'€.

Développer la propriété collective de l'entreprise sous forme coopérative et les coopérations interentreprises.

De réels nouveaux droits pour les salariés face aux cessions « spéculatives » pour travailler autrement, produire social, pérenne et écologique

Une véritable citoyenneté économique et la démocratie dans l'entreprise

Augmenter rapidement le nombre des coopératives en France. Union Européenne 160.000 coopératives 5,4 millions de salariés.

Refuser le chômage et la fermeture d'entreprises

*L'Humain d'abord...  
Le changement aujourd'hui...  
avec vous c'est possible.*

**INVITATION****Fête de l'Humanité****Dimanche 16 septembre 14h00 - 15h30**

Stand ANEGR

Association nationale des élus communistes et républicains  
Avenue Gabriel Péri**Jean Pierre Caldier et Sylvie Mayer****Co animateurs de Ap2E - Agir pour une Economie Equitable**Vous invitent à participer à la co-construction sous démocratie participative du **Projet de Proposition de Loi** :

**Reprise d'entreprise :  
Un droit de préemption pour les salariés.**

- ✓ Présentation du projet et de la méthode de co-construction avec des citoyens, des professionnels, des syndicalistes, des élus et militants politiques
- ✓ Les opinions : de Bruno Arasa ex responsable CGT - Pdg d'Hélio Corbeil après la reprise de l'entreprise en Scop par les salariés, d'Amandine Carrazoni conseillère municipale de Carcassonne accompagnée des « Pilpa » dans l'actualité (1), de Patrick Lenancker, président de la Confédération générale des SCOP
- ✓ Interventions des participants pour améliorer la proposition
- ✓ **De la co-construction sous démocratie participative au vote de la loi par les élus : Citoyens, acteurs ou spectateurs du vote de la loi et de la rédaction des décrets d'application ?**  
Avec André Chassaigne, Jean René Marsac députés, Marie Noëlle Lienemann, Gérard le Cam Sénateurs

Nos remerciements à **Dominique Adenot** Président de l'Association nationale des élus communistes et républicains, **André Chassaigne** Député, Président du **Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine** Assemblée nationale, **Gérard Le Cam** Sénateur Maire membre de l'intergroupe économie sociale et solidaire pour avoir initié cette rencontre.

**Jean Pierre Caldier - Sylvie Mayer**

(1) Pilpa : ancienne filiale de Boncolac filiale du Groupe 3A coopérative agricole vendue en septembre 2011 à R&R Ice Cream détenue par le fonds d'investissement américain Oaktree. En novembre 2011 suppression du département recherche et développement. Juillet 2012 fermeture annoncée par Monsieur Lionel Rolland dirigeant français de R&R après avoir fait racheter sa propre société, concurrente de Pilpa, par R&R.